

La domination du social dans la modernité, obstacle à la politique

Quelques remarques à propos de la contribution de Maja Wicki¹

Hugues Poltier

Publié in M-C. Caloz-Tschopp, *Hannah Arendt, la « banalité du mal » comme mal politique*, Paris, l'Harmattan, 1999, 43-48

En appeler, comme le fait M. Wicki dans ses conclusions, à la réaffirmation du primat du politique sur l'économique est sans doute justifié. Nombreuses sont en effet les raisons de penser qu'aujourd'hui l'économie a pris le pas sur la politique et que cette évolution est grosse de catastrophes sociales et écologiques ; et que leur résolution passe par le choix de redonner un poids beaucoup plus central au politique, i.e. au fait de nous organiser en commun dans la parole et dans l'action. De surcroît, cet appel est sans nul doute fidèle à la pensée politique de celle qui est l'occasion de cette rencontre, H. Arendt, puisque, celle-ci, dans son effort pour penser les conditions d'existence d'un monde², a montré que l'action — les hauts faits et la parole — est condition de son existence et de son maintien dans l'être. Cet appel ne risque-t-il cependant pas de tourner court ? Ou plutôt, ne conviendrait-il pas de commencer par s'interroger sur ce qui le rend nécessaire, i.e. sur les causes de cette prééminence de l'économie dans toutes les sociétés modernes ? A défaut, ces appels ne sont-ils pas condamnés à s'enfouir dans les sables de ce désert³ que décrit par ailleurs avec tant de force H. Arendt ? Car, insiste-t-elle à plusieurs reprises sous des formes variées, «le désert est le monde dans les conditions duquel nous vivons» (QP, 136). Et s'il en est ainsi, nous devrions toujours avoir à l'esprit cette réalité du désert et en même temps le souci d'en comprendre la source et la puissance.

Ce questionnement, inséparable de l'effort de Arendt pour mettre au jour les origines du totalitarisme, est au coeur de la réflexion qu'elle déploie dans les

¹Cette discussion de «*Politisches Handeln zwischen Gesetz und Urteilsvermögen*» de M. Wicki n'en est nullement une critique, mais plutôt un prolongement interrogatif attentif à mettre en lumière une dimension de la réalité et de l'oeuvre de Arendt que, faute de place sans doute, elle laisse de côté.

²C'est-à-dire d'un monde *humain* et, en tant que tel, distinct du simple milieu naturel, non humanisé.

³Voir H. Arendt, *Qu'est-ce que la politique ?* (ci-après QP), Paris, Seuil, 1995, p. 136 sq.

années qui suivent la parution de son grand ouvrage sur le totalitarisme. La question «comment l'avènement du totalitarisme est-il possible?» laisse maintenant la place à la question «comment est né ce monde qui a rendu possible l'avènement d'un tel régime?». C'est ce problème que s'attache à éclairer *The Human Condition*⁴, le second grand ouvrage de Arendt. Concernant la modernité⁵ — i.e. l'époque qui a préparé l'avènement du totalitarisme, «forme de gouvernement inédite et sans précédent»⁶ et dont l'institution, nous dit encore Arendt, «représente la nouveauté essentielle de notre époque» (NT, 77) —, elle ramasse son appréciation dans la formule selon laquelle l'ère moderne se confond avec le triomphe du social et, corrélativement, avec la dégradation de la politique, le premier croissant nécessairement aux dépens de la seconde.

Loin de se confondre ou de se toucher, le social et le politique composent deux domaines de préoccupation radicalement séparés aux yeux de Arendt. Le social s'inscrit dans le prolongement de l'existence «naturelle», du cycle des activités destinées à produire les biens consommables devant permettre à la vie de se perpétuer. Alors qu'elle était du ressort de la sphère privée chez les grecs, cette fonction vitale est maintenant devenue l'affaire de tous. C'est en ce sens qu'Arendt peut écrire que la modernité se caractérise par l'extension à la sphère publique de ce qui autrefois relevait du privé. Ce phénomène est très précisément ce qu'elle désigne sous l'expression de triomphe du social.

Alors que le social est une dimension naturelle de la coexistence humaine en ce qu'il est la mise en commun de la préoccupation pour la satisfaction des besoins vitaux ; alors donc que cet agencement au sein duquel chacun est identifié à une fonction soumise à la réalisation d'une fin est un fait de nature en ceci que toute société doit nécessairement satisfaire aux exigences vitales de sa propre perpétuation — le politique, en revanche, suppose un arrachement au processus vital, partant au social. Et cet arrachement, insiste Arendt, peut ne pas se produire : la «politique (...) n'est ... nullement une évidence et ne se trouve pas partout où des hommes vivent ensemble» (QP, 56). Alors que le fait sur lequel repose le social est celui de la nécessité, s'imposant à tous de la même manière, de la perpétuation de la vie, le fait sur lequel repose la politique est la pluralité humaine. Plus même, laisser être, laisser advenir au grand jour la pluralité des hommes est le sens de la politique. Elle est le domaine de l'action et de la liberté où chacun manifeste à ses semblables *qui* il est. Elle est le domaine propre qui accueille chacun dans sa

⁴Chicago, Chicago University Press, 1958 ; traduction en français sous le titre fort étrange de *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1961. (Ci-après HC)

⁵Sur ce point, voir notamment HC au ch. 2, p. 47-90 ; au ch. 3, p. 142-152 et au ch. 6, p. 332-366.

⁶*La nature du totalitarisme*, Paris, Payot, 1990, p. 115 (ci-après NT)

différence, dans sa particularité. A l'opposé, en tant qu'il soumet les individus à des fins données par le fonctionnement du système de production, le social ramène ses membres à des fonctions, en d'autres termes à des *comportements* adaptés aux exigences opérationnelles requises pour l'entretien et le renouvellement du système de coopération sociale. Il exclut *l'action* en tant qu'elle est la manifestation de l'individualité. Du point de vue du social, l'individualité est de trop.

A la lumière de ces explications, le sens du propos sur le triomphe du social s'éclaire. En soutenant que, dans la modernité, le social a absorbé tout l'espace public, Arendt veut faire voir que, désormais, nous ne nous représentons plus comme une *polis*, comme une organisation de citoyens libres et égaux, mais comme un *ménage collectif*; en termes modernes, comme une «économie nationale». Avec le triomphe du social, résume Arendt, «c'est le processus vital lui-même qui ... a pénétré le domaine public» (HC, 56). Et comme désormais «la société constitue l'organisation publique du processus vital» (HC, 56), les collectivités modernes s'identifient à des sociétés de travailleurs, et non plus de citoyens. Ou encore, le triomphe du social, c'est ce moment où la collectivité humaine se conçoit avant tout comme un «système de coopération»⁷ en vue de la satisfaction des besoins vitaux.

Le triomphe du social signifie le renversement du modèle grec : alors que dans celui-ci la vie familiale existait en vue de la politique, désormais le privé, sous la figure du social, est la fin de la politique. La raison en est que, sous le règne du social, «les hommes n'ont en commun que leurs intérêts privés» (CHM, 80), de sorte que le seul motif qui les incite à mener une action collective réside dans la perspective de la meilleure satisfaction par chacun de ses intérêts propres. En clair, l'unique raison qui peut justifier de confier des tâches à la force publique est la croyance que celle-ci est la mieux à même de les remplir dans l'intérêt privé de chacun. Bref, «le public [est] devenu une fonction du privé et *le privé* [est] devenu *la seule et unique préoccupation commune*» (HC, 80-1; je souligne). Concrètement, il en résulte que les gouvernements tirent désormais leur légitimité de leur contribution à l'accroissement de la productivité et de l'efficacité du fonctionnement du «système de coopération sociale». Ces remarques trouvent leur confirmation dans l'observation que c'est effectivement sur ces performances-là que les gouvernements sont aujourd'hui «notés» — que ce soit par les marchés financiers qui sanctionnent positivement ou négativement les décisions politiques selon qu'ils les jugent favorables ou non au développement de l'activité économique, par les personnes sondées, voire finalement par les électeurs.

⁷C'est là l'expression au moyen de laquelle John Rawls, dans sa fameuse *Théorie de la justice* (1971/1987), caractérise la société.

Dans la modernité, ainsi, l'Etat apparaît de plus en plus comme une instance de régulation destinée à optimiser le jeu des acteurs sociaux en tant que travailleurs et consommateurs — la consommation n'étant elle-même qu'une fonction du travail destinée à assurer la perpétuation du cycle vital. Le rôle de l'Etat y est conçu comme devant se borner à suppléer aux insuffisances du libre jeu de l'échange lorsque, de lui-même, celui-ci n'assure pas un développement complet des forces productives. En clair, dans cette représentation, l'Etat ne devrait intervenir que dans des domaines d'activité nécessaires au fonctionnement optimal du social et que, simultanément, celui-ci ne peut assumer de lui-même. Loin désormais d'être fin en soi et d'avoir son sens dans la liberté, la politique est maintenant réduite au rang de moyen au service d'une fin, à savoir la vie — ou, si l'on préfère, le bon fonctionnement d'ensemble du système social de production-consommation.

Dans ce processus, la politique est ravalée à une fonction qui ne trouve plus sa fin en elle-même, mais, encore une fois, dans la satisfaction privée des membres de la société. A proprement parler, elle n'est plus politique en ce sens que, précisément, elle n'est plus activité d'organisation en commun de la cité par des individus libres et égaux⁸. Au sens où l'entend Arendt, il n'y a plus action, mais seulement comportement, i.e simple ajustement des individus à ce qui est attendu d'eux pour améliorer les performances du système social, bref aux exigences du cycle vital.

Avec la victoire du social s'enclenche également le processus de désertification auquel il a été fait allusion au début de ce texte. Il y a croissance du désert, perte du monde commun en ceci que, en devenant comportement, l'activité borne son horizon à la satisfaction des nécessités vitales, délaissant dans le même mouvement les activités orientées vers l'espace public et sa constitution. Orienté par les seuls besoins vitaux privés — privés en ce sens que leur satisfaction peut se faire à l'écart de nos semblables —, le social isole. Morcelant ainsi l'espace public, il conduit à son anéantissement. Au sens propre, comme le remarque excellemment Robert Legros, «c'est ... *la soumission au social qui entraîne le triomphe du privé*»⁹, qui prive les individus d'un monde commun. Ce processus est celui-là même de la désertification du monde.

Dans ce processus, l'action, la liberté, l'espace commun enfin se sont dissous. Sans doute peut-on objecter au pessimisme arendtien que cette destruction de l'espace commun et de l'action n'est jamais totale ; qu'en dépit de tout ce que l'on peut avancer sur la privatisation des existences, sur le repli des individus sur la sphère privée, il n'en demeure pas moins qu'il reste toujours un espace public au sein

⁸Voir à ce sujet QP, fragment 3 b, p. 56-57.

⁹Robert Legros, «Hannah Arendt: une compréhension phénoménologique des droits de l'homme», *Etudes phénoménologiques*, 2 (1985), 40.

duquel la parole est le mode d'action éminent ; et que, en conséquence, l'action comme telle n'est pas moins présente dans la modernité que dans les mondes sociaux d'autrefois. Il est vrai que Arendt force peut-être quelque peu le trait et que, en effet, la parole — ou ces discours qui se font passer pour des manifestations de la parole — n'est pas absente de notre univers social. Mais, force est de constater simultanément que cette «parole» que le système social suscite de chacun — voire même qu'il intime chacun de «produire» — est pour l'essentiel orientée vers l'exigence de l'accroissement des performances, de la rentabilité, de l'efficacité. Dans l'univers productif de plus en plus complexe qui est le nôtre, la parole joue un rôle très précis qu'à ce jour aucun dispositif technique n'est en mesure de remplir : celui d'assurer la coordination spatiale et temporelle de la multiplicité des actes techniques qui rentrent dans la fabrication d'un bien ou d'un service. Encore une fois, il s'avère ici que l'action est absente, que la parole a cédé le pas devant la «communication» pour laquelle seule compte l'efficacité et la fiabilité de la transmission des informations. Et ce, à l'opposé de ce qui a lieu avec la parole échangée sur l'espace public, où la parole, action, est en même temps, et peut-être surtout, révélation du *qui* du sujet de l'action.

Avec la globalisation — qui n'est rien d'autre que l'accélération de la compétition économique à l'échelle de la planète —, on assiste à l'exacerbation de cette tendance au triomphe du social. Désormais en effet, chacun est sommé de faire ses preuves sur un marché qui, parce qu'il est mondial, est inévitablement de plus en plus anonyme et, partant, radicalement opposé à l'espace public qui se définit comme un espace d'apparences commun dont la réalité repose sur la pluralité simultanée des perspectives. Plus que jamais auparavant dans l'histoire humaine, notre vie dépend de notre capacité à transformer nos talents en produits ou en services vendables. Quoi que nous fassions — de l'ingénierie, de la consultance, du conseil financier, des spectacles ou des oeuvres d'art¹⁰ —, y parvenir est désormais purement et simplement condition de notre survie. Et nous y sommes d'autant plus contraints que, l'espace national voyant son rôle de solidarité diminuer avec l'intensification des échanges transnationaux, nous pourrions de moins en moins compter sur son appui pour nous soutenir en cas de coup dur. Bref, la globalisation ne fait que renforcer cette tendance déjà fortement ancrée dans l'ère moderne à transformer toute activité en travail, i.e. en activité dépensée dans le but principal de gagner les moyens de sa subsistance. Dans ce contexte, chacun de nous (ou

¹⁰En d'autres termes, l'oeuvre d'art, en tant qu'elle est produite pour être vendue et ainsi assurer sa subsistance à son auteur, n'est plus oeuvre. En tant qu'elle est moyen du processus vital et non plus chose destinée à assurer la stabilité du monde, elle est travail.

presque) est contraint de vouer l'essentiel de son temps et de ses efforts au travail — ce qui, en retour, contribue à consolider la domination du social sur le politique.

Ainsi, non seulement le social triomphe, mais tout semble en outre se passer comme s'il se nourrissait de son triomphe pour asseoir son hégémonie et ramener à lui les autres formes d'activité — qui, du coup, ne sont plus vraiment «autres». Au terme de ce rapide examen du sens et de la portée de ce que Arendt appelle le triomphe du social, il apparaît donc que les difficultés auxquelles se heurte la tentative de redonner la primauté au politique ne sont pas contingentes. Plus précisément, la dégradation de la politique à l'ère moderne n'est nullement un accident : elle est au contraire profondément liée au triomphe du social, processus dont on a vu qu'il est au coeur de la modernité. De sorte que redonner sa primauté au politique veut dire parvenir à renverser la prédominance du social, i.e. du processus vital — i.e. encore de ce que nous appelons plus communément l'économie. Ce n'est pas là, on me le concèdera, une mince ambition. Pour ma part en tout cas, je ne sais trop comment entreprendre cette tâche herculéenne.

Mai-juillet 1997